

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.
32 boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg : B 119320

États financiers annuels au 31 décembre 2024
(accompagnés du rapport du réviseur d'entreprises agréé y afférent)

Rapport de gestion

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

La Direction autorisée d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque » ou « ICBC (Europe) S.A. ») présente son rapport et les états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, la Banque immatriculée et sise au Luxembourg possédait six succursales à Paris, Amsterdam (avec un bureau à Rotterdam), Bruxelles (avec un bureau à Anvers), Milan (avec un bureau à Rome), Madrid (avec un bureau à Barcelone) et Varsovie (collectivement dénommées les « succursales »), ainsi qu'un bureau de représentation à Athènes.

Revue financière

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif s'élevait à 7 137 762 487 euros, dont 1 945 447 492 euros correspondent à des prêts et avances aux établissements de crédit et 2 620 040 058 euros à des prêts et avances à la clientèle.

Au 31 décembre 2024, le total du passif s'élevait à 7 137 762 487 euros, dont 2 578 698 502 euros correspondent à des dettes envers les établissements de crédit et 3 761 331 744 euros à des dettes envers la clientèle. Au 31 décembre 2024, le capital social totalisait 437 432 880 euros, et était divisé en 36 452 740 actions d'une valeur nominale de 12 euros. Au cours de l'exercice, la Banque n'a pas opéré de rachats d'actions propres et n'a pas exercé d'activité de recherche et développement spécifique.

Les principaux mouvements du bilan au 31 décembre 2024 comparativement à 2023 se caractérisent principalement par l'augmentation globale des montants figurant en Caisse, banques centrales et CCP de 1 188 098 855 euros, suivie principalement par l'augmentation des Dettes envers la clientèle de 1 189 445 225 euros.

La Banque a généré un profit de 21 808 225 euros au titre de l'exercice 2024, contre un profit de 25 695 140 euros au titre de l'exercice précédent. Ce résultat s'explique principalement par des amortissements additionnels des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements. Au 31 décembre 2024, la rentabilité des actifs était de 0,31 % (2023 : 0,51 %).

Principales activités

La Banque et ses succursales remplissent leur mission de répondre à la demande et aux échanges financiers transfrontaliers entre la Chine et l'UE et ont continué en 2024 à explorer les opportunités commerciales locales. Les principales activités de la Banque durant l'exercice 2024 étaient la banque commerciale, la souscription d'obligations et les activités de banque d'investissement, la gestion de trésorerie, les investissements en titres à revenu fixe, les opérations sur les marchés monétaires et des changes, la collecte de dépôts et le transfert de fonds, ainsi que les opérations liées au yuan. La Banque

a poursuivi l'intégration des ressources opérationnelles régionales, améliorant ainsi l'efficacité de la gestion centralisée.

Fin 2024, la Banque a augmenté les prêts et avances à la clientèle de 303 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation des prêts en cours aux clients entreprises. En 2024, 45 actifs de crédit (d'une valeur de 1 823 684 727 euros, 222 000 000 de dollars américains, 800 000 000 de zloty et 32 140 000 de livres sterling) ont été transférés par la Banque à la succursale luxembourgeoise d'Industrial and Commercial Bank of China Limited (la « Succursale »). Il s'agissait de 45 prêts et garanties associées.

La Banque a mis en place un programme EMTN (*Euro Medium Term Loan*) en 2023 et a maintenu cette option de financement à long terme en 2024. Aucun EMTN n'a été émis au 31 décembre 2024. En 2024, la Banque a continué d'améliorer sa capacité de financement et a lancé un programme de certificats de dépôts d'un montant de 28 876 697 euros (30 000 000 de dollars américains). Elle a par ailleurs développé son activité de dépôts pour les clients entreprises.

En 2024, la Banque a recruté des candidats sur le marché européen. Cette démarche, qui s'inscrit dans sa stratégie, vise à mettre à profit les compétences, les connaissances et l'expérience locales dans le cadre de ses activités. Par ailleurs, elle a recruté des stagiaires issus d'écoles de commerce et d'universités renommées pour renforcer sa responsabilité sociale envers la communauté en offrant une première expérience professionnelle aux jeunes talents.

✧ **Système de gestion des risques**

En 2024, la Banque a continué de consacrer d'importantes ressources au renforcement de son cadre de gestion des risques d'entreprise, en favorisant la prévention active, le contrôle intelligent et la gestion globale. Elle a également amélioré la gouvernance de tous les risques clés.

La Banque a poursuivi le renforcement de son système global de gestion des risques, en mettant l'accent sur la gouvernance, le risque de crédit, les risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC), le risque de marché et le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (*interest rate risk in the banking book*, IRRBB). Elle continue de bénéficier de la bonne qualité globale de ses portefeuilles de prêts et d'obligations et n'a enregistré aucune nouvelle exposition non performante. Par ailleurs, elle a géré avec succès tous les indicateurs de risque importants, dans les limites de son appétit pour le risque et conformément aux exigences réglementaires, et a maintenu une bonne stabilité de ces indicateurs, démontrant ainsi de nouvelles améliorations dans l'optimisation de ses ressources.

En 2024, la Banque a continué de suivre l'évolution de son IRRBB sur une base mensuelle. Au cours de la période, elle a également poursuivi son évaluation des IRRBB du point de vue du résultat, en complément de celui des revenus d'intérêts nets (*net interest income*, NII) et a continué à appliquer le modèle interne permettant de calculer le risque lié aux options pour le retrait anticipé des dépôts à terme et le remboursement anticipé des prêts. Un test de résistance renforcé qui met l'accent sur les observations réelles de variation des taux d'intérêt a également été appliqué sur une base semestrielle. Après une inspection sur site de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la « CSSF »), en 2023, qui avait pour objet les IRRBB, la Banque a revu son dispositif interne et a collaboré avec un conseiller externe pour mettre à jour son outil de calcul existant et développer de nouveaux modèles afin de tenir compte des observations et recommandations reçues de la CSSF. Au cours de l'exercice, la Banque n'a dépassé aucun des seuils réglementaires en matière d'IRRBB. Elle a également réalisé une évaluation trimestrielle des résultats du risque d'écart de rendement dans le portefeuille bancaire (*credit spread risk in the banking book*, CSRBB) tout au long de l'exercice. Ces résultats ont été considérés comme marginaux et non significatifs.

En 2024, la Banque a actualisé les indicateurs et limites relatifs à son appétit pour le risque afin de respecter l'équilibre entre risques et rendements et, à l'appui de sa stratégie de contrôle des risques, d'améliorer le système global de gestion des risques, de renforcer les capacités en la matière et de garantir l'unité de la gestion de l'appétit pour le risque. Outre les indicateurs de profitabilité, les principaux indicateurs relatifs à l'appétit pour le risque ont été maintenus à des niveaux satisfaisants et adéquats.

Fin 2024, le ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque était de 20,26 %, reflétant ainsi un niveau élevé et stable tout au long de l'exercice.

Concernant le risque de crédit, la Banque a renforcé continuellement le dispositif unifié de gestion du crédit en améliorant le suivi de ce risque (au regard notamment de son exposition aux tensions et conflits territoriaux), l'optimisation de l'appétit pour le risque et des seuils portant sur le risque de crédit et le risque pays, ainsi que la mise à jour des politiques et procédures internes relatives à la gestion de crédit. Grâce au *Global Credit Management System* (GCMS), la Banque a suivi la méthodologie de gestion du risque de crédit mise au point par sa société mère et assuré sa conformité avec la législation locale et européenne.

Au 31 décembre 2024, le ratio des prêts non productifs de la Banque était de 0,16 %, ce qui démontre l'excellente qualité de son portefeuille de prêts. Des amortissements de prêts et avances, et de provisions pour passifs éventuels et engagements d'un montant de 1 575 360 euros ont été effectués fin 2024. Les investissements obligataires de la Banque sont conformes à sa stratégie annuelle en la matière. Au 31 décembre 2024, l'ensemble des limites du risque de crédit était conforme au plan y afférent.

Concernant le risque de marché, la Banque a publié son Plan annuel 2024 relatif à la gestion des limites du risque de marché dans le portefeuille de transactions. Au 31 décembre 2024, l'ensemble des limites du risque de marché était conforme au plan y afférent.

Concernant le risque de liquidité, la Banque a mis en œuvre une politique de gestion connexe visant à garantir qu'elle conserve des liquidités suffisantes et respecte les exigences réglementaires, et a mis en place une gestion interne ciblée du ratio structurel de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio*, NSFR) au niveau des succursales et au niveau global, du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio*, LCR) au niveau global ainsi que des objectifs de sorties de trésorerie nettes issues du LCR au niveau des succursales. Le LCR s'élevait à 197,78 % et le NSFR à 117,21 %, des niveaux conformes aux exigences réglementaires et aux objectifs internes. L'impact d'une diminution/augmentation de 200 points de base des taux d'intérêt sur la valeur économique de la Banque s'élèverait à, respectivement, 13 millions d'euros (après application de la pénalité) et - 24 millions d'euros. En outre, le pire des six scénarios de chocs de taux d'intérêt (à savoir le choc parallèle vers le haut) entraînerait une diminution de la valeur économique de -24 millions d'euros. Les diminutions résultant de ces tests sont respectivement égales à 3,30 % des fonds propres de la Banque et 4,58 % de ses fonds propres de base de catégorie 1 (CET1). Le calcul du test de résistance renforcé à la fin de l'exercice montre une augmentation de la valeur économique des fonds propres de la Banque de 18 millions d'euros (après application de la pénalité), suivant une baisse globale des taux sur un an. En ce qui concerne les NII, les résultats du test de résistance parallèle réglementaire indiquent respectivement une augmentation de 3,65 millions d'euros dans le cas d'un choc parallèle vers le bas et une diminution de -3,65 millions d'euros dans le cas d'un choc parallèle vers le haut. Ces résultats tiennent compte de l'impact des risques liés aux options, qui est marginal sur les NII au 31 décembre 2024. En outre, le pire des scénarios de chocs (à savoir le choc dit *flattener*) indique une baisse de - 7,67 millions d'euros. Pour ce qui est du résultat, le test se traduit par une augmentation de 27 millions d'euros et une diminution de -26 millions d'euros en cas de choc parallèle vers le bas ou vers le haut, en raison de l'impact causé par la variation des taux sur la valeur des obligations comptabilisées à leur juste valeur (soit 24 millions d'euros et -22 millions d'euros respectivement).

Concernant le risque opérationnel, la Banque a actualisé les limites et avertissements relatifs à son appétit pour le risque opérationnel en 2024, finalisé son auto-évaluation du contrôle des risques, le rapport d'évaluation du risque opérationnel ainsi que le rapport sur les fraudes relatives aux services de paiement, et amélioré le processus de recours hiérarchique pour les risques opérationnels.

Des informations relatives au rapport Pilier 3 de la Banque pour l'exercice 2024 seront publiées sur le site Internet suivant courant 2025 : <https://europe.icbc.com.cn>.

La Banque a mis en place un système de gestion ainsi qu'un dispositif de reporting et de communication au sein du siège et des succursales, et élaboré des procédures pour prévenir et contrôler le risque juridique et assurer la gestion des plaintes des clients.

Concernant le risque de réputation, la Banque applique le principe de prévention et a mis en place un dispositif permettant de suivre les informations négatives et d'identifier tout éventuel risque en la matière.

Concernant les risques de conformité, la Banque a mis en place un cadre de conformité efficace, régulièrement révisé. En 2024, elle a renforcé son dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que son évaluation des risques grâce à la réalisation de projets et d'actions spécifiques, notamment une évaluation sur mesure des risques de sanctions.

Le responsable européen de la conformité a continué de garantir la solidité du Pôle Conformité du point de vue structurel, tel qu'établi depuis 2018, en posant les bases de la fonction pour maintenir et garantir l'adéquation des ressources humaines et technologiques internes dans l'exercice habituel de l'activité.

Ainsi, la fonction conformité a continué à déployer son programme de formation, son cadre d'évaluation des risques de blanchiment d'argent et de conformité, ainsi que son cadre de surveillance de la conformité, y compris la supervision de ses succursales. Cela a été rendu possible grâce au renforcement de sa fonction de supervision au sein du siège, à l'amélioration de la gestion des outils de conformité, à l'élaboration et à la mise à jour de la documentation normative et à l'amélioration des informations de gestion. En 2025, la Banque et la fonction conformité continuent d'améliorer la gouvernance d'entreprise et le cadre de conformité, en se concentrant notamment sur l'évaluation des risques, le contrôle et le reporting, le renforcement du modèle des trois lignes de défense, ainsi que le déploiement de nouveaux outils de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de sanctions, tout en améliorant les dispositifs existants et en lançant divers projets visant à développer ces sujets.

En ce qui concerne le risque lié aux TIC, la Banque a mis en place un dispositif de gestion de ce risque et accorde une grande attention à sa prévention, car il a été identifié par la Banque centrale européenne (BCE) et la CSSF comme un risque majeur dans le secteur bancaire. À la suite de l'inspection sur site de la CSSF en 2024 qui avait pour objet le risque informatique de la Banque, couvrant l'organisation informatique, la gestion de la qualité des données et la gestion des sauvegardes, la Banque donne suite aux observations et demandes de la CSSF, comme convenu dans les plans d'action.

✧ **ESG**

En 2024, le Pôle Finance durable de la Banque a continué d'intégrer et d'améliorer les critères ESG en élaborant un cadre en la matière et en dispensant au personnel une formation de sensibilisation sur le sujet. La Banque renforce la surveillance ESG de ses succursales en établissant des canaux de communication dédiés, garantissant ainsi une structure solide et fiable. Elle a ainsi intégré les critères ESG à son processus d'approbation de crédit, garantissant l'évaluation des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance parallèlement aux indicateurs financiers. Par ailleurs, la Banque s'est concentrée sur le développement de données ESG et son statut ESG a fait l'objet d'un examen externe afin de garantir une évaluation rigoureuse et une transparence accrue. Par conséquent, la Banque poursuit le suivi des remédiations nécessaires telles que définies dans un plan d'action pour être pleinement conforme aux exigences légales et réglementaires en matière de durabilité. Engagée dans le financement de la transition vers une économie bas carbone en Europe, la Banque vise à saisir de nouvelles opportunités de croissance sur les marchés locaux.

✧ **Déclaration de responsabilité de la Direction autorisée**

La Banque prépare et présente les rapports légaux prudentiels à la CSSF conformément à la réglementation applicable aux établissements financiers au Luxembourg et publie le rapport annuel et les informations requises par la législation et la réglementation en vigueur dans le Grand-Duché de Luxembourg.

Les membres de la Direction autorisée ont revu les états financiers annuels et les rapports financiers pour l'exercice 2024 conformément à la législation et à la réglementation applicables.

✧ **Affectation du résultat**

Il n'a pas été versé de dividende durant l'exercice 2024 et la Direction autorisée propose qu'aucun dividende ne soit distribué en 2025 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. Conformément à la législation luxembourgeoise, la Banque conserve une réserve légale. La Direction autorisée propose d'affecter les profits de l'exercice 2024 au résultat non distribué après déduction de 5 % du montant de cette réserve légale.

✧ **Événements significatifs**

Événements significatifs survenus durant l'exercice 2024 :

Pour se conformer aux exigences, la Banque a assuré, en 2024, le suivi des observations et demandes formulées par les autorités locales de régulation agissant au Luxembourg conformément aux plans d'action convenus.

Aucun autre événement postérieur au 31 décembre 2024 et susceptible d'affecter de manière significative les états financiers annuels et les informations s'y rapportant pour l'exercice clos à cette date n'est survenu.

✧ **Prévisions pour 2025**

Bien que les prévisions pour 2025 suggèrent une stabilisation de l'inflation et une reprise modeste de la croissance dans l'Union européenne, le paysage géopolitique introduit néanmoins une incertitude considérable. Les tensions géopolitiques, en particulier celles liées aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, pourraient entraîner des perturbations des chaînes d'approvisionnement et faire grimper l'inflation en raison des perturbations potentielles des prix de l'énergie et des matières premières. De plus, les mesures protectionnistes pourraient avoir des effets durables sur la situation économique de l'Union européenne tout au long de l'exercice 2025. La BCE a ajusté sa politique monétaire avec de récentes baisses de taux d'intérêt, indiquant une approche prudente pour gérer l'inflation tout en soutenant la croissance économique. La politique de la BCE est dépendante des données, ce qui suggère un potentiel d'ajustements supplémentaires en fonction des données économiques à venir et

des tendances de l'inflation en 2025. Les prévisions de croissance du PIB de l'Union européenne en 2025 sont modérément optimistes, sous réserve d'importants risques à la baisse, notamment les frictions commerciales mondiales et les incertitudes géopolitiques qui pourraient avoir un impact sur l'économie ouverte de l'Union européenne en réduisant les volumes d'échanges et en augmentant les coûts. Un marché financier prudent dans l'Union européenne, avec des anticipations de volatilité, pourrait prévaloir en 2025. En date du présent rapport, les conséquences des facteurs qui précèdent sur l'activité de la Banque en 2025 sont encore incertaines. Si les incertitudes et le risque de volatilité liés aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient perduraient tout au long de 2025, l'activité de la Banque pourrait être négativement affectée, mais la Direction autorisée n'anticipe aucun impact négatif majeur sur sa solvabilité et sa liquidité. Néanmoins, au vu des incertitudes susmentionnées, la Direction autorisée de la Banque et de ses succursales se prépare à d'éventuels scénarios négatifs et gère les risques potentiels.

En 2025, la Banque compte cibler de nouvelles opportunités commerciales et continuera de servir ses clients, des entreprises chinoises investissant en Europe, des sociétés européennes ayant des intérêts commerciaux en Chine ainsi que des entreprises locales. Elle concentrera ses efforts sur le maintien d'une tendance stable et durable en matière de capital et de développement commercial, l'amélioration de sa capacité à fournir un service client qui privilégie les services de banque commerciale, les marchés financiers, les transactions transfrontalières en yuan et la finance verte, ainsi que l'accélération des initiatives clés en matière de centralisation régionale, d'automatisation des systèmes et de renforcement des effectifs afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

La Direction autorisée d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.

LI Feng
General Manager

Luxembourg, le 31 mars 2025

Au Conseil d'administration
Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.
32 boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers annuels

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels d'Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque ») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, qui comprennent le bilan, le compte de résultat et les notes aux états financiers, dont un résumé des principales méthodes comptables.

Nous certifions que les états financiers annuels sont, au regard de la législation et de la réglementation luxembourgeoises relatives à la préparation et à la présentation des comptes, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation

financière et du patrimoine de la Banque à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon le Règlement (UE) n° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « Loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA »), telles qu'adoptées au Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes, telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF, sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé » du présent rapport. Nous avons réalisé notre mission d'audit des états financiers annuels dans le respect du Code international de déontologie des professionnels comptables, incluant les Normes internationales d'indépendance, établi par le Conseil international des normes de déontologie comptable (« Code IESBA »), tel qu'adopté au Luxembourg par la CSSF, et des exigences déontologiques applicables à notre audit, et nous nous sommes acquittés de nos responsabilités au titre de ces obligations. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, sont les plus importants pour notre audit des états financiers annuels de la période courante. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des états financiers annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces éléments.

Évaluation des prêts et avances à la clientèle et informations associées

a) Raisons pour lesquelles ce point a été considéré comme l'un des plus importants pour notre audit des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Les prêts et avances à la clientèle s'élèvent à 2 620 040 058 euros à la fin de l'exercice. Ces prêts sont comptabilisés au coût d'acquisition et la Banque constitue des provisions spécifiques au titre des créances douteuses (12,14 millions d'euros au 31 décembre 2024). Certains aspects de la comptabilisation des pertes sur prêts font largement appel au jugement de la direction, notamment aux fins de l'identification des prêts en détérioration, la détermination de l'existence d'une indication objective d'une perte de valeur, l'appréciation de la valeur des garanties et l'estimation des montants recouvrables.

Les portefeuilles dont la valorisation est source d'incertitude sont ceux dont les prêts et avances à la clientèle ne sont pas garantis ou dont les garanties pourraient s'avérer insuffisantes.

En raison de l'importance des prêts et avances à la clientèle et de l'incertitude liée à l'estimation connexe, nous considérons l'évaluation des prêts comme un point clé de l'audit. Voir les informations relatives aux méthodes comptables dans la Note 2 « Résumé des principales méthodes comptables » et les

paragraphes portant sur le risque de crédit de la Note 3 « Informations sur les instruments financiers » dans les états financiers annuels.

b) Notre réponse

Notre approche d'audit a consisté à tester la conception et la mise en œuvre des contrôles internes relatifs à la détermination des provisions pour pertes sur prêts, ainsi que des tests de corroboration.

Notre évaluation de la conception et de la mise en œuvre des contrôles clés relatifs au processus de prêt a notamment porté sur les points suivants :

- l'analyse et l'autorisation de crédit par une autorité compétente avant l'octroi du prêt ;
- le bon enregistrement des modalités du prêt dans les systèmes, sur la base du contrat de prêt validé ; et
- le suivi régulier de la valeur des garanties, y compris la fixation régulière du prix des instruments financiers ainsi que le suivi des garanties insuffisantes et du niveau requis de réserve de collatéral supplémentaire.

Nos tests de corroboration ont notamment compris ce qui suit :

- nous avons lu les procès-verbaux des réunions du Comité de crédit de la Banque jusqu'à la date de notre rapport d'audit afin d'identifier les indices de perte de valeur à la clôture ;
- pour le portefeuille de prêts intégralement garantis :
 - par des garanties financières, nous avons examiné l'évaluation interne des garants faite par la Banque, afin d'identifier tout facteur susceptible d'affecter la recouvrabilité de l'exposition,
 - par un collatéral autre qu'une garantie financière, nous avons pris en compte les rapports d'évaluation les plus récents disponibles ;
- pour le portefeuille de prêts partiellement garantis, nous avons examiné l'évaluation interne de la solvabilité des clients faite par la Banque, sur la base des notations de crédit externes, des états financiers les plus récents et des informations à la disposition du public afin d'identifier tout indice de difficulté de recouvrement de l'exposition. En outre, nous avons vérifié si des montants échus avaient été réglés durant l'exercice ou le seront ultérieurement ;
- nous avons évalué les provisions pour dépréciation pour les prêts et avances à la clientèle individuellement dépréciés.

Enfin, nous avons déterminé si les informations figurant dans les états financiers annuels reflétaient de manière appropriée l'exposition de la Banque au risque de crédit.

Autres informations

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des autres informations. Celles-ci présentent les informations du rapport de gestion, sans les états financiers annuels ni le Rapport du réviseur d'entreprises agréé.

Notre opinion sur les états financiers annuels ne concerne pas les autres informations, au sujet desquelles nous n'exprimons aucune sorte d'assurance.

Dans le cadre de notre audit des états financiers annuels, nous sommes tenus de lire les autres informations. Ce faisant, nous considérons leur pertinence substantielle au regard des états financiers annuels ou de notre connaissance acquise à partir de notre audit, ou la présence d'inexactitudes importantes. Si, sur la base de notre travail, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler. À cet égard, nous n'avons aucune opinion à formuler.

Responsabilité des Administrateurs et des responsables de la gouvernance

Il appartient au Conseil d'administration de préparer des états financiers annuels présentant une image fidèle des comptes conformément aux obligations légales et réglementaires luxembourgeoises relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers annuels, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces états financiers, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Banque ou de cesser son activité, ou s'il n'existe aucune autre solution réaliste.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'établir un rapport du réviseur d'entreprises agréé comprenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA, telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF, permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) n° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 ainsi qu'aux ISA, telles qu'adoptées au Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments

que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que les informations les concernant établies par le Conseil d'administration ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application par le Conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs du Rapport du réviseur d'entreprises agréé sur les informations fournies dans les états financiers annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas pertinentes, nous modifions notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport en qualité de réviseur d'entreprises agréé. Toutefois, la continuité d'exploitation de la Banque pourrait être remise en cause par des événements ou des conditions futurs ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris des informations fournies, et évaluons si les états financiers annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous communiquons avec les responsables de la gouvernance concernant, entre autres, l'étendue de l'audit et le calendrier prévus, ainsi que les conclusions d'audit importantes, notamment toute déficience significative du contrôle interne que nous avons identifiée durant notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration affirmant que nous avons respecté les règles déontologiques applicables en matière d'indépendance et leur indiquons les relations et autres points qui pourraient mettre en doute notre indépendance, ainsi que, le cas échéant, les actions prises pour éliminer les menaces ou les mesures de protection appliquées.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport aux responsables de la gouvernance figurent ceux qui, selon notre jugement, sont les plus importants pour l'audit des états financiers annuels de la période courante et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport, sauf si la législation ou la réglementation interdit leur publication.

Rapport sur les autres obligations juridiques et réglementaires

Nous avons été mandatés par le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 13 septembre 2024,

comme réviseur d'entreprises agréé. La durée de notre mandat sans interruption, y compris les mandats et les reconductions précédents, est de quatre ans.

Le rapport de gestion est cohérent avec les états financiers annuels et a été préparé en conformité avec les obligations légales applicables.

Nous confirmons qu'aucun service autre que d'audit, interdit au titre du Règlement (UE) n° 537/2014, n'a été fourni et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Banque lors de la réalisation de l'audit.

Pour Deloitte Audit, cabinet de révision agréé

Ekaterina Volotovskaya, Réviseur d'entreprises agréé
Associée

Luxembourg, le 31 mars 2025

Les notes figurant en annexe font partie intégrante de ces états financiers annuels.

Bilan Au 31 décembre 2024 (présenté en euros)			
Actif	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Caisse, banques centrales et CCP	3	1 641 170 891	453 072 036
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	3, 4	409 873 051	589 427 842
- Bons du Trésor		288 330 046	380 741 167
- Autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales		121 543 006	208 686 675
Prêts et avances aux établissements de crédit	3, 6	1 945 447 492	946 884 222
a) remboursables à vue		132 635 660	197 975 639
b) autres prêts et avances		1 812 811 832	748 908 583
Prêts et avances à la clientèle	3	2 620 040 058	2 317 403 094
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	3, 4	442 510 520	689 295 378
- émis par des établissements publics		109 189 820	161 810 697
- émis par d'autres emprunteurs		333 320 700	527 484 681
Actions et autres titres à rendement variable	3, 4	5 298 165	10 683 368
Immobilisations incorporelles	5	46 226	34 298
Immobilisations corporelles	5	25 322 890	25 214 431
Autres actifs	7	5 128 669	4 565 639
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	6, 8	42 924 525	38 122 111
Total de l'actif	9	7 137 762 487	5 074 702 419

Passif	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Dettes envers les établissements de crédit	3, 6	2 578 698 502	1 770 597 559
a) remboursables à vue		293 804 378	198 830 847
b) à échéances ou avec préavis fixes		2 284 894 124	1 571 766 712
Dettes envers la clientèle	3	3 761 331 744	2 571 886 520
a) remboursables à vue		3 497 792 442	1 758 125 197
b) à échéances ou avec préavis fixes		263 539 302	813 761 323
Dettes certifiées	3	28 876 697	-
Titres d'emprunt en circulation		28 876 697	-
Autres passifs	7	4 779 692	7 305 236
Charges à payer et produits constatés d'avance	6, 8	75 327 039	64 618 187
Provisions	12	32 139 483	25 493 813
a) provisions pour impôts		9 768 765	7 981 682
b) autres provisions		22 370 718	17 512 131
Passifs subordonnés	3	200 000 000	200 000 000
Capital souscrit	10	437 432 880	437 432 880
Réserves	11	9 169 172	7 884 416
Résultat non distribué	11	-11 800 947	-36 211 332
Résultat de l'exercice	11	21 808 225	25 695 140
Total du passif	9	7 137 762 487	5 074 702 419

Éléments hors bilan

Au 31 décembre 2024
(présenté en euros)

Éléments hors bilan	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Passifs éventuels	3, 22	323 058 582	310 866 531
Engagements			
Facilités de crédit non tirées	3, 22	1 676 390 668	1 316 570 151

Compte de résultat

Au 31 décembre 2024
(présenté en euros)

	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts à recevoir et assimilés	14	233 321 047	215 596 010
<u>dont :</u>			
- valeurs mobilières à revenu fixe		22 959 228	27 231 393
Intérêts à payer et assimilés	14	-212 464 144	-184 287 371
Commissions à recevoir		43 749 550	41 411 789
Commissions à payer	15	-8 888 706	-8 706 358
Résultat financier net	16	-2 323 551	-13 228 752
Autres produits opérationnels	18	21 716 715	14 660 947

Frais généraux et administratifs		-77 403 712	-75 888 560
a) charges de personnel	19	-58 115 080	-54 882 049
<u>dont :</u>			
- traitements et salaires		-41 906 709	-39 014 596
- charges sociales		-10 021 334	-9 626 178
b) autres charges administratives		-19 288 631	-21 006 511
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	5	-623 687	-627 069
Autres charges opérationnelles	18	-1 777 382	-5 337 351
Amortissement des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements	3	-1 575 360	-3 399 831
Amortissement additionnel des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements		32 809 662	50 712 264
Amortissement des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées		-17 142	-285 134
Amortissement additionnel des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées		-	838 725
Impôt sur le résultat des activités ordinaires		-4 715 065	-5 764 169
Résultat des activités ordinaires après impôts		21 808 225	25 695 140
Résultat de l'exercice		21 808 225	25 695 140

Notes aux états financiers annuels

Au 31 décembre 2024

Note 1 – Généralités

Présentation de la Société

Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A. (la « Banque ») a été créée le 5 septembre 2006 sous la forme juridique d'une société anonyme de droit luxembourgeois pour une durée illimitée.

Le siège social de la Banque est situé 32, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg et elle est inscrite au Registre de Commerce du Luxembourg (RCS) sous le n° B 119320.

Le 3 décembre 2010, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a décidé à l'unanimité de modifier la raison sociale de la Banque d'Industrial and Commercial Bank of China, Luxembourg

S.A. en Industrial and Commercial Bank of China (Europe) S.A.

Les états financiers de la Banque sont consolidés avec ceux d'Industrial and Commercial Bank of China Ltd., Beijing, Chine (« ICBC Ltd. »). Il s'agit du plus grand ensemble d'entreprises auquel elle appartient, en tant que filiale. Ces états financiers peuvent être obtenus auprès de la société mère à l'adresse suivante : 55, Fuxingmennei Avenue, Xicheng District, 100140 Beijing – Chine.

Nature des activités de la Banque

La Banque exerce différentes activités bancaires et de financement pour compte propre et pour compte de tiers. Elle joue également, à travers un réseau de succursales, le rôle de plateforme centrale de développement pour commercialiser ses services en Europe.

Au 31 décembre 2024, la Banque immatriculée au Luxembourg possédait six succursales à Amsterdam (avec un bureau à Rotterdam), Bruxelles (avec un bureau à Anvers), Madrid (avec un bureau à Barcelone), Milan (avec un bureau à Rome), Paris et Varsovie (collectivement dénommées les « succursales »), ainsi qu'un bureau de représentation à Athènes.

États financiers annuels

L'exercice de la Banque coïncide avec l'année civile.

Note 2 – Résumé des principales méthodes comptables

Les états financiers annuels ont été établis conformément à la législation et à la réglementation en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'aux méthodes comptables généralement admises dans le secteur bancaire du pays.

Les méthodes comptables et les principes d'évaluation sont, outre ceux établis par la législation et la réglementation, déterminés et appliqués par le Conseil d'administration.

Sauf obligation contraire prévue par les règles et la réglementation luxembourgeoises, les politiques opérationnelles et les principes d'évaluation sont déterminés et contrôlés par le Conseil d'administration conformément à ceux appliqués par le groupe ICBC Ltd.

Les principales méthodes comptables sont exposées ci-après :

Date de comptabilisation des transactions au bilan

Les actifs et passifs sont comptabilisés au bilan lorsque les fonds ont été compensés, c'est-à-dire à la date de leur transfert effectif.

Opérations en devises

Les états financiers annuels sont présentés en euros.

La Banque utilise un système de comptabilisation multidevise qui enregistre tous les actifs et passifs dans leur monnaie initiale. Dans le cadre de la préparation des états financiers annuels présentés en euros, les montants en devises sont convertis comme suit :

- tous les éléments d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en euros au taux au comptant en vigueur à la date de clôture. Toutefois, les immobilisations corporelles et incorporelles, le capital souscrit, le résultat non distribué et les réserves sont convertis en euros aux taux de change historiques. Les profits et pertes de réévaluation latents et réalisés sont comptabilisés en résultat ;
- les produits et les charges libellés en devises sont comptabilisés dans leur monnaie initiale, puis convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Échéances des actifs et passifs

Les actifs et passifs remboursables à vue correspondent aux montants pouvant être tirés sans

préavis ou avec un préavis de 24 heures ou d'un jour ouvrable. L'expression « à échéance fixe » signifie une échéance supérieure à un jour ouvrable, y compris un préavis supérieur à un jour ouvrable. Les actifs et passifs sont toujours classés en fonction de leur échéance résiduelle à la date de clôture.

Prêts et avances

Les prêts et avances sont comptabilisés à leur prix d'acquisition. La Banque a pour politique de constituer des provisions spécifiques pour créances douteuses en fonction des circonstances et à hauteur des montants indiqués par le Conseil d'administration. Ces provisions sont déduites des comptes d'actifs correspondants et sont reprises si elles ne sont plus motivées. Les intérêts courus sont comptabilisés au bilan sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Valeurs mobilières

Valeurs mobilières à revenu fixe

La Banque a divisé son portefeuille de titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe et de bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales, en deux catégories, à savoir :

- un portefeuille structurel en titres, censés être utilisés en continu dans le cadre des activités de la Banque ;
- un portefeuille d'investissement en titres détenus à des fins de rendement.

Ces titres sont initialement comptabilisés dans le bilan au coût d'acquisition, ce dernier incluant le coût d'achat de chaque actif.

La Banque évalue les titres des portefeuilles d'investissement et structurel au plus faible de leur coût (ou de leur coût amorti, le cas échéant), de leur valeur de marché ou de leur valeur de réalisation nette déterminée de bonne foi par le Conseil d'administration en l'absence de valeur de marché. Faute de cotation officielle, l'évaluation est réalisée à la valeur probable de réalisation ou à un coût avoisinant le mieux possible la valeur intrinsèque des titres.

Titres émis sur une base actualisée (tels que des obligations zéro-coupon)

La différence entre le coût d'acquisition (ou la valeur de cession) et la valeur nominale est réparti e sur la période durant laquelle les titres émis sur une base actualisée restent dans le portefeuille de la Banque.

Les intérêts courus sont ainsi calculés *prorata temporis* et sont ajoutés à la valeur comptable des titres.

Titres non émis sur une base actualisée

Les intérêts courus depuis la date de paiement du dernier coupon ou depuis l'émission sont comptabilisés dans un compte transitoire jusqu'à la date de paiement du prochain coupon.

Valeurs mobilières à revenu fixe

Concernant le portefeuille d'investissement :

Si des valeurs mobilières à revenu fixe classées dans le portefeuille d'investissement sont acquises avec une surcote ou une décote, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est comptabilisée comme des versements échelonnés dans le compte de résultat sous le poste « Intérêts à payer et assimilés » ou « Intérêts à recevoir et assimilés ». Les versements échelonnés sont comptabilisés *prorata temporis* sur la durée de vie du titre. Le montant cumulé des amortissements des surcotes depuis la date d'acquisition est comptabilisé au passif du bilan sous le poste « Charges à payer et produits constatés d'avance ». Quant au montant cumulé des amortissements des décotes depuis la date d'acquisition, il est rapporté à l'actif du bilan sous le

poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Les pertes latentes sont comptabilisées sous le poste « Amortissement des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées ». Elles ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées. Les montants portés en résultat après la reprise du montant de l'amortissement sont comptabilisés sous le poste « Amortissement additionnel des valeurs mobilières détenues comme immobilisations financières, des titres participatifs et des participations dans les sociétés affiliées ».

Concernant le portefeuille structurel :

Si des titres à revenu fixe classés dans le portefeuille structurel sont acquis avec une surcote, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est comptabilisée comme des versements échelonnés dans le compte de résultat sous le poste « Intérêts à payer et assimilés ». Les versements échelonnés sont comptabilisés *pro rata temporis* sur la durée de vie du titre. Le montant cumulé des amortissements depuis la date d'acquisition est comptabilisé dans le passif du bilan sous le poste « Charges à payer et produits constatés d'avance ».

Si des titres à revenu fixe sont acquis avec une décote et que le coût d'acquisition est utilisé comme base de l'évaluation, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est portée au résultat à la date d'échéance ou à la date de cession, si celle-ci est antérieure.

Les pertes latentes sont comptabilisées au compte de résultat sous le poste « Amortissement des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements ». Elles ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées, auquel cas les amortissements additionnels résultant de l'application de la méthode de comptabilisation « au coût ou à la valeur de marché, si celle-ci est inférieure » sont enregistrés sous le poste « Amortissement additionnel des prêts et avances, des valeurs mobilières qui ne sont pas détenues comme immobilisations financières et ne sont pas incluses dans un portefeuille de transactions, et des provisions pour passifs éventuels et engagements ».

Accords de pension livrée

Conformément à la législation luxembourgeoise, les titres cédés en vertu d'accords de pension livrée moyennant un engagement irrévocable de rétrocession sont conservés dans le portefeuille de titres.

Actions et autres titres à rendement variable

Les actions et autres titres à rendement variable sont comptabilisés au bilan à leur coût d'acquisition.

À la date de clôture, les actions et autres titres à rendement variable sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Si la valeur de marché est inférieure au prix d'acquisition, des ajustements de valeur sont comptabilisés à hauteur de la perte latente. Ces corrections ne sont pas maintenues si elles ne sont plus motivées.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Le mobilier et les agencements d'un coût inférieur à 1 000 euros ou dont la durée d'utilité anticipée ne doit pas dépasser l'exercice en cours sont comptabilisés directement au compte de résultat.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition diminué des amortissements. Les amortissements sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif concerné. En 2024 et 2023, les taux d'amortissement annuels utilisés ont été les suivants :

- Immeubles	2,00 %
-------------	--------

- Ordinateurs	33,33 %
- Autres mobiliers et agencements, outils et équipements	8,33 % – 16,67 %
- Immobilisations incorporelles	33,33 %

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs sont comptabilisées au passif à hauteur du montant à payer.

Dettes

La dette doit être incluse au passif du bilan au montant remboursable, qu'elle soit émise à un montant supérieur ou inférieur à ce montant.

Lorsque le montant remboursable au titre d'une dette, quelle que soit sa nature, est supérieur au montant reçu, la différence (prime de remboursement) peut être inscrite à l'actif sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » et comptabilisée en résultat sur la durée de la dette. Les primes de remboursement sont de nature similaire aux intérêts et doivent être comptabilisées en résultat sous le poste « Intérêts à payer et assimilés ».

Pour ce qui est des titres zéro-coupon ou des titres émis avec une décote, la différence doit être inscrite à l'actif du bilan et la dette au passif, à hauteur du montant remboursable. La différence n'est pas étalée linéairement, afin de prendre en compte que la charge, qui fait augmenter la valeur de la dette, est calculée sur la base d'intérêts composés. Elle peut toutefois être étalée linéairement si l'impact sur la marge d'intérêt et le résultat net est négligeable, c'est-à-dire lorsque la durée résiduelle de la dette est inférieure à un an. Dans ce cas, elle est comptabilisée en « Charges à payer et produits constatés d'avance ».

Provisions

Les provisions sont censées couvrir les pertes qui risquent d'être ou dont il est certain qu'elles seront encourues. Elles sont basées sur les informations historiques et sont clairement définies, mais leur échéance et leur montant sont incertains à la date de clôture. Elles sont comptabilisées dans la monnaie dans laquelle est libellé l'actif auquel elles se rapportent.

La détermination de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité, de l'échéance et du montant des sorties de trésorerie font appel au jugement. Il est possible de demander conseil auprès d'un expert pour l'évaluation d'un litige. Les provisions pour actions en justice et questions réglementaires nécessitent généralement un niveau de jugement plus élevé que pour les autres types de provision. Dans un premier temps, il peut être difficile d'établir un jugement comptable en raison de l'incertitude substantielle qui demeure dans la détermination de l'existence d'une obligation actuelle, et dans l'estimation de la probabilité et du montant des sorties de trésorerie. Dans un deuxième temps, la direction évalue de façon périodique si des provisions doivent être comptabilisées et revoit les jugements et les estimations formulés au préalable, le cas échéant. Enfin, il est généralement plus simple de formuler des jugements et des estimations sur la base d'un ensemble précis de résultats possibles. Le montant provisionné peut toutefois varier de façon significative selon les hypothèses retenues. De nombreuses issues sont possibles à la suite d'une action en justice, d'une enquête ou d'investigations. Ainsi, il est souvent impossible de déterminer avec précision le montant de la provision pour chaque issue potentielle, ou le montant total des provisions compte tenu de la diversité, des circonstances et de l'incertitude des événements.

Conformément à la législation fiscale luxembourgeoise, la Banque constitue une provision forfaitaire au titre des expositions aux risques, telle que définie par la législation régissant la surveillance prudentielle des banques. Cette provision a pour objectif de couvrir les risques susceptibles de se concrétiser, mais qui n'ont pas encore été identifiés à la date d'établissement des états financiers annuels.

Conformément aux instructions du 16 décembre 1997 émanant du Directeur des Contributions, cette

provision est constituée avant impôts et ne peut dépasser 1,25 % des expositions aux risques de la Banque.

La provision forfaitaire au titre des expositions aux risques est répartie, proportionnellement aux éléments servant de base au calcul, entre :

- la partie censée représenter un amortissement, qui est déduite des éléments d'actifs constituant l'exposition aux risques ; et
- la partie censée représenter une provision pour risques et charges attribuable au risque de crédit associé aux éléments hors bilan, au risque de change et aux risques de marché, qui doit être présentée comme un passif sous le poste « Provisions : autres provisions ».

Impôts

La Banque est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), à l'impôt commercial communal (ICC) et à l'impôt sur la fortune (IF) applicables au Luxembourg. Les impôts sont reconnus directement au compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice et non au cours de l'exercice durant lequel ils sont payés. En conséquence, des provisions pour impôts ont été comptabilisées sous le poste « Provisions : provisions pour impôts » au titre des exercices pour lesquels l'administration fiscale n'a pas établi le montant définitif de l'impôt. Les acomptes d'impôt sont comptabilisés sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir ».

Instruments financiers

Évaluation des opérations de swap de change

Une opération de swap de change est une unité économique formée par des opérations à terme et au comptant. Puisque les parties à terme et au comptant des opérations de swap de change forment une unité économique et se couvrent mutuellement, elles ne supportent aucun risque de change. Par conséquent, les écarts de change issus de la réévaluation des éléments au comptant couverts à terme sont annulés par les comptes de régularisation.

En ce qui concerne les opérations de swap de change associées à des éléments du bilan (swaps de trésorerie), la surcote ou décote est répartie *pro rata temporis* dans les comptes de régularisation du bilan (respectivement dans les postes « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » de l'actif et « Charges à payer et produits constatés d'avance » du passif). Les comptes de résultat à utiliser sont les « Intérêts à recevoir et assimilés » ou les « Intérêts à payer et assimilés » (sans compensation).

Concernant les opérations de swap de change qui ne sont pas associées à des éléments du bilan (swaps de transaction), les surcotes (valeurs positives) sont ignorées et les décotes (valeurs négatives) sont entièrement provisionnées.

Évaluation des opérations de change à terme

Les contrats de change à terme sont évalués aux taux applicables à la durée résiduelle du contrat à la date de clôture.

Le calcul des profits ou pertes latents est basé sur le taux de change à terme pour chaque devise, et appliqué à tous les termes secs ayant la même échéance.

Les opérations de change à terme, qui sont uniquement réalisées pour le compte des clients, sont couvertes par des opérations de change à terme inverses adossées. Les pertes nettes latentes sont provisionnées et comptabilisées sous le poste « Provisions : autres provisions ». Les profits nets latents sur ces contrats de change à terme ne sont pas pris en compte.

Évaluation des opérations de swap de taux d'intérêt

Les opérations de swap de taux d'intérêt conclues de gré à gré pour couvrir les positions de taux d'intérêt de la Banque ne sont pas évaluées au prix du marché, sauf si elles couvrent des valeurs mobilières à revenu fixe incluses dans le portefeuille d'investissement au coût ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Le cas échéant, les swaps de taux d'intérêt sont évalués selon la même méthode que les

titres couverts. Les règles d'évaluation suivantes s'appliquent :

- lorsque les pertes latentes sur les titres couverts sont supérieures aux profits latents sur les swaps de taux d'intérêt, les pertes nettes latentes doivent être rapportées en résultat ;
- lorsque les pertes latentes sur les swaps de taux d'intérêt sont supérieures aux profits latents sur les titres couverts, les pertes nettes latentes doivent être rapportées en résultat ;
- lorsque les profits latents sur les titres couverts sont supérieurs aux pertes latentes sur les swaps de taux d'intérêt, les profits nets latents ne doivent pas être rapportés en résultat ;
- lorsque les profits latents sur les swaps de taux d'intérêt sont supérieurs aux pertes latentes sur les titres couverts, les profits nets latents ne doivent pas être rapportés en résultat.

Évaluation des opérations de swap de taux d'intérêt et de devises

Une opération de swap de taux d'intérêt et de devises est une unité économique formée par des opérations à terme et au comptant. Puisque les parties à terme et au comptant des opérations de swap de taux d'intérêt et de devises forment une unité économique et se couvrent mutuellement, elles ne supportent aucun risque de change. Par conséquent, les écarts de change issus de la réévaluation des éléments au comptant couverts à terme sont annulés par les comptes de régularisation. En ce qui concerne les opérations de swap de taux d'intérêt et de devises associées à des éléments du bilan, la surcote ou décote est répartie *pro rata temporis* dans les comptes de régularisation du bilan (respectivement dans les postes « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » de l'actif et « Charges à payer et produits constatés d'avance » du passif). Les comptes de résultat à utiliser sont les « Intérêts à recevoir et assimilés » ou les « Intérêts à payer et assimilés » (sans compensation). Concernant les opérations de swap de taux d'intérêt et de devises qui ne sont pas associées à des éléments du bilan, les surcotes (valeurs positives) sont ignorées et les décotes (valeurs négatives) sont entièrement provisionnées.

Stratégie relative aux instruments financiers

Les activités de la Banque sont principalement liées à l'utilisation d'instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction (instruments qui sont des instruments de trésorerie énumérés ci-dessus).

Note 3 – Informations sur les instruments financiers

Informations sur les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction

Les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction au 31 décembre 2024 sont analysés ci-après par catégorie et par échéance contractuelle résiduelle :

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers					
Caisse, banques centrales et CCP	1 641 170 891	-	-	-	- 1 641 170 891
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	40 090 412	915 177	347 991 373	20 876 089	409 873 051
Prêts et avances aux établissements de crédit	396 630 868 441 812 783	1 107 003 841			- 1 945 447 492
Prêts et avances à la clientèle	150 135 974 317 049 156	1 851 109 433	301 745 495		2 620 040 058
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	100 022 846	53 092 057	289 395 617	-	442 510 520
Actions et autres titres à rendement variable	-	755 500	4 542 665	-	5 298 165

Total des actifs financiers	2 328 050 991 813 624 673 3 600 042 929 322 621 584 7 064 340 177
------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------

Les réserves minimales obligatoires de 57 059 091 euros sont incluses dans le poste « Caisse, banques centrales et CCP ».

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers					
Dettes envers les établissements de crédit	649 931 537	100 000 000	1 828 766 965		- 2 578 698 502
Dettes envers la clientèle	2 824 641 548	824 948 393	111 741 802		- 3 761 331 743
Passifs subordonnés	-	-	-	200 000 000	200 000 000
Total des passifs financiers	3 474 573 085	924 948 393	1 940 508 767	200 000 000	6 540 030 245

Éléments hors bilan

Passifs éventuels	456 728	143 499 019	164 426 791	14 676 044	323 058 582
Engagements	84 497 294	139 131 142	1 394 634 375	58 127 857	1 676 390 668
	84 954 022	282 630 161	1 559 061 166	72 803 901	1 999 449 250

Au 31 décembre 2024, la Banque n'utilisait pas d'instruments primaires à des fins de transaction.

Au 31 décembre 2024, la Banque avait émis des dettes envers des tiers, matérialisées par des certificats en dollars américains, d'un montant de 28 876 697 euros, avec des échéances inférieures ou égales à 3 mois de 9 625 566 euros et supérieures à 3 mois mais inférieures ou égales à 1 an de 19 251 131 euros.

Passifs subordonnés

Les emprunts suivants représentent la totalité du montant de 200 000 000 d'euros de passifs subordonnés aux clôtures des exercices 2024 et 2023.

La Banque a enregistré 8 859 012 euros (2023 : 7 747 036 euros) de passifs subordonnés au cours de l'exercice.

Contrat de prêt subordonné entre la Banque et ICBC Ltd :

Date de tirage	Durée	Date d'échéance	Devise	Montant de l'emprunt	Taux d'intérêt
28 avril 2021	10 ans	28 avril 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +90 pb
1 ^{er} juillet 2021	10 ans	1 ^{er} juillet 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +65 pb
24 septembre 2021	10 ans	24 septembre 2031	Euros	50 millions	CCS Euribor 6 mois + pb fixes contre SOFR 3 mois +80 pb
20 décembre 2021	10 ans	22 décembre 2031	Euros	50 millions	Euribor 6 mois +40 pb et plancher « all in » de 0,01 %

Aux fins du calcul du ratio d'adéquation des fonds propres de la Banque, les passifs subordonnés peuvent être assimilés à des fonds propres.

Les instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction au 31 décembre 2023 sont analysés ci-après par catégorie et par échéance résiduelle :

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers					
Caisse, banques centrales et CCP	453 072 036	---	---	---	453 072 036
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	4 966 795 116 649 114	447 727 143	20 084 790		589 427 842
Prêts et avances aux établissements de crédit	716 734 901 122 624 434	107 524 887	---		946 884 222
Prêts et avances à la clientèle	235 991 897 295 748 608	1 323 294 040	462 368 549		2 317 403 094
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	63 806 007 207 099 615	418 389 756	---		689 295 378
Actions et autres titres à rendement variable	---	755 500	9 927 868	---	10 683 368
Total des actifs financiers	1 474 571 636 742 877 271	2 306 863 694 482 453 339	5 006 765 940		

Les réserves minimales obligatoires de 36 268 708 euros sont incluses dans le poste « Caisse, banques centrales et CCP ».

Valeur comptable en euros	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs financiers					
Dettes envers les établissements de crédit	271 900 726	127 000 000	1 371 696 833	---	1 770 597 559
Dettes envers la clientèle	1 642 108 480	498 945 461	430 832 579	---	2 571 886 520
Passifs subordonnés	---	---	---	200 000 000	200 000 000
Total des passifs financiers	1 914 009 206	625 945 461	1 802 529 412	200 000 000	4 542 484 079

Éléments hors bilan

Passifs éventuels	25 174 642	149 960 721	135 731 168	---	310 866 531
Engagements	22 414 104	282 468 820	920 726 065	90 961 162	1 316 570 151
	47 588 746	432 429 541	1 056 457 233	90 961 162	1 627 436 682

Au 31 décembre 2023, la Banque n'utilisait pas d'instruments primaires à des fins de transaction.

Informations sur les instruments financiers dérivés – opérations de change associées à des éléments du bilan (swaps de trésorerie)

Les tableaux ci-après présentent une synthèse, aux 31 décembre 2024 et 2023, des instruments financiers dérivés généralement utilisés par la Banque à des fins de couverture, en fonction de leur montant notionnel, de leur échéance résiduelle et de leur juste valeur :

**Catégories
d'instruments
au 31
décembre
2024 (en
euros)**

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total du montant notionnel	Juste valeur
Swaps de change	572 685 114	---	---	---	572 685 114	712 419
Total	572 685 114	---	---	---	572 685 114	712 419

**Catégories
d'instruments
au 31
décembre
2023 (en
euros)**

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total du montant notionnel	Juste valeur
Swaps de change	592 620 834	---	---	---	592 620 834	-605 579
Total	592 620 834	---	---	---	592 620 834	-605 579

Informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction et aux instruments financiers transférés durant l'année sous forme de crédits commerciaux et de participations en risque financées

La Banque est exposée au risque de crédit, qui est le risque qu'une contrepartie soit dans l'incapacité de payer l'intégralité des montants dus lorsqu'ils sont exigibles. La Banque structure les niveaux de risque de crédit qu'elle prend avec un nombre de contreparties limité et précis.

Informations sur les instruments financiers dérivés – opérations de change non associées à des éléments du bilan (swaps de transaction)

Au 31 décembre 2024, la Banque n'avait pas conclu de contrats de swap de transaction.

Au 31 décembre 2023, la Banque n'avait pas conclu de contrats de swap de transaction.

Informations sur les instruments financiers dérivés – couverture (swap de taux d'intérêt)

Les instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture, auxquels les règles d'évaluation des couvertures s'appliquent, sont des swaps de taux d'intérêt que la Banque a conclus pour couvrir des valeurs mobilières.

Au 31 décembre 2024, la Banque avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières.

**Catégories
d'instruments
au 31
décembre
2024 (en
euros)**

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total du montant notionnel	Juste valeur
--	----------	--------------------	-------------------	---------	----------------------------------	-----------------

Swaps de taux d'intérêt	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 018 938
Total	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 018 938

Au 31 décembre 2023, la Banque avait conclu un contrat de swap de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières.

**Catégories
d'instruments
au 31
décembre
2023 (en
euros)**

	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total du montant notionnel	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 131 666
Total	---	---	---	20 000 000	20 000 000	-1 131 666

Au 31 décembre 2024, la Banque avait conclu des contrats de swap de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières. Leur valeur nominale s'élevait à 506 255 655 euros (2023 : 0 euro) et leur juste valeur à 2 869 395 euros (2023 : 0 euro) avec des échéances comprises entre 1 et 5 ans.

Au 31 décembre 2024, la Banque avait conclu des contrats de swap de taux d'intérêt avec ses clients et la Succursale. Leur valeur nominale s'élevait à 139 664 068 euros et leur juste valeur à 617 166 euros (2023 : 637 664 euros) avec des échéances comprises entre 1 et 5 ans de 70 000 000 euros et à plus de 5 ans de 69 664 068 euros (valeur nominale pour l'exercice 2023 : 129 323 077 euros avec une échéance supérieure à 5 ans).

Informations sur le risque de crédit lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction et aux instruments financiers transférés durant l'année sous forme de crédits commerciaux et de participations en risque financées

La Banque est exposée au risque de crédit, qui est le risque qu'une contrepartie soit dans l'incapacité de payer l'intégralité des montants dus lorsqu'ils sont exigibles. La Banque structure les niveaux de risque de crédit qu'elle prend avec un nombre de contreparties limité et précis.

Le tableau ci-après indique la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers inscrits au bilan et hors bilan (après ajustement forfaitaire/amortissements).

Au 31 décembre 2024 (en euros)	Exposition au risque de crédit	Garanties (*)	Exposition nette au risque de crédit
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	409 873 051	-	409 873 051
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	442 510 520	-	442 510 520
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 945 447 492	303 499 561	1 641 947 931
Prêts et avances à la clientèle	2 620 040 058	1 239 229 326	1 380 810 732
Engagements de prêt et assimilés	1 676 390 668	682 808 858	993 581 810

Garanties financières et autres passifs éventuels liés au crédit	323 058 582	219 320 423	103 738 159
Total	7 417 320 371	2 444 858 168	4 972 462 203

(*) Les garanties sont principalement constituées de garanties intragroupe.

En 2024, la Banque a comptabilisé un amortissement additionnel de 1 575 360 euros au titre des prêts et avances et des provisions pour passifs éventuels et engagements (2023 : 3 399 831 euros).

Au 31 décembre 2024, le solde total des provisions pour prêts et avances et expositions hors bilan s'élevait à 13 871 510 euros (2023 : 11 091 574 euros).

En 2024, 45 actifs de crédit (d'une valeur de 1 823 684 727 euros, 222 000 000 de dollars américains, 800 000 000 de zloty et 32 140 000 de livres sterling) ont été transférés par la Banque à la Succursale. Il s'agissait de 45 prêts et garanties associées.

Au 31 décembre 2023 (en euros)	Exposition au risque de crédit	Garanties (*)	Exposition nette au risque de crédit
Bons du Trésor et autres titres éligibles au refinancement auprès des banques centrales	589 427 842	---	589 427 842
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	689 295 378	---	689 295 378
Prêts et avances aux établissements de crédit	946 884 222	150 000 000	796 884 222
Prêts et avances à la clientèle	2 317 403 094	1 940 954 995	376 448 849
Engagements de prêt et assimilés	1 316 570 151	291 101 302	1 025 468 849
Garanties financières et autres passifs éventuels liés au crédit	310 866 533	220 940 166	89 926 367
Total	6 170 447 220	2 602 996 463	3 567 450 757

(*) Les garanties sont principalement constituées de garanties intragroupe.

En 2023, 68 actifs de crédit (d'une valeur de 2 797 610 011 euros, 406 000 000 de dollars américains et 625 000 000 de zloty) ont été transférés par la Banque à la Succursale. Il s'agissait de 68 prêts et garanties associées.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque était exposée au risque de crédit suivant lié aux instruments financiers primaires non utilisés à des fins de transaction, diminués des ajustements forfaitaires/amortissements, par catégorie d'instrument et par région :

Valeur comptable	31.12.2024 Euros	31.12.2023 Euros
Actifs financiers		
Par catégorie d'instrument et région géographique		
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 945 447 492	946 884 222
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	<i>234 464 287</i>	<i>165 413 108</i>
Prêts et avances à la clientèle	2 620 040 058	2 317 403 094
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	<i>223 174 820</i>	<i>210 321 266</i>

Valeurs mobilières	852 383 571	1 278 723 220
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	<i>356 731 643</i>	<i>553 599 418</i>
Total	5 417 871 122	4 543 010 536
<i>dont pays non membres de l'UE</i>	<i>814 370 750</i>	<i>929 333 792</i>

Informations sur le risque de marché

Le risque de marché est le risque que la valeur d'un investissement ou d'une exposition diminue en raison de l'évolution de facteurs de marché. Sur le marché monétaire, l'exposition peut provoquer une perte potentielle en cas de décalage dans les circonstances de la transaction ; sur le marché des changes, une perte potentielle peut également se produire lors de la neutralisation (« squaring ») de positions ouvertes, notamment dans un contexte de volatilité des marchés.

La gestion du risque de marché constitue un élément clé des activités de la Banque sur les marchés financiers. Une bonne gestion du risque de marché assure des perspectives favorables pour les activités de la Banque sur les marchés financiers, tout en minimisant le risque de pertes significatives. Le siège d'ICBC autorise les limites de contrôle – expositions, montant des pertes potentielles – en fonction du risque de taux d'intérêt et du risque de change relatifs pour la Banque, et revoit ces limites une fois par an. Ces limites doivent être rigoureusement respectées lors des transactions. Le Pôle Marché financier applique les limites fixées en temps utile en fonction des performances et du comportement de chaque opérateur. Le Pôle Gestion des risques contrôle ces limites en continu.

Le risque de marché est géré dans les limites suivantes :

Pour les activités sur le marché monétaire, elles comprennent :

- les limites concernant les dépôts interbancaires ;
- un délai pour chaque transaction.

Pour les activités sur le marché des changes, elles comprennent :

- une limite des expositions quotidiennes ;
- une limite des expositions au jour le jour ;
- le montant des pertes potentielles de la salle des marchés.

Note 4 – Valeurs mobilières

Valeurs mobilières autres que des actions et autres titres à rendement variable

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les valeurs mobilières cotées étaient réparties en portefeuille de la façon suivante :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Portefeuille d'investissement	100 404 856	196 012 925
Portefeuille structurel	751 978 715	1 082 710 295
	852 383 571	1 278 723 220

Au 31 décembre 2024, les titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe ainsi que les bons du Trésor du portefeuille d'investissement sont détenus à des fins de rendement.

Au 31 décembre 2024, les titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe ainsi que les bons du Trésor du portefeuille structurel devraient être utilisés dans le cadre des activités courantes de la Banque.

Les titres remboursables à moins d'un an s'élèvent à 194 797 134 euros (2023 : 394 201 141 euros).

Au 31 décembre 2024, le montant cumulé des amortissements des surcotes/décotes sur ces titres s'élevait à 7 477 134 euros (2023 : 14 360 281 euros) et la fraction des surcotes/décotes non encore amortie s'élevait à 436 850 euros (2023 : 1 554 864 euros).

Au 31 décembre 2024, la valeur de marché des titres détenus par la Banque s'élevait à 845 599 073 euros (2023 : 1 265 926 828 euros).

Le coût amorti ou la valeur de marché, si celle-ci est inférieure, des titres détenus par la Banque qui comprennent également le montant cumulé des surcotes/décotes s'élève à 852 383 571 euros (2023 : 1 278 723 220 euros).

Le coût amorti ou la valeur de marché, si celle-ci est inférieure, des titres détenus par la Banque s'élève à 29 044 311 euros (2023 : 63 371 597 euros).

La Banque a conclu des transactions sur la base d'accords fermes de pension livrée pour un montant de 0 euro (2023 : 91 000 000 euros). Au 31 décembre 2024, la valeur du financement obtenu par la Banque en vertu de ces accords est de 0 euro (2023 : 77 000 000 euros).

Actions cotées et autres titres à rendement variable

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les titres cotés étaient les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Actions cotées	4 542 665	9 927 868
Autres titres à rendement variable (UCITS)	755 500	755 500
	5 298 165	10 683 368

Les actions cotées détenues par la Banque ont été reçues au titre du règlement de prêt pour un client ayant fait l'objet d'une restructuration financière. Le cours de ces actions s'est détérioré en 2024, générant une perte latente de 5 385 203 euros.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque ne détenait pas d'action non cotée.

Les autres titres à rendement variable (UCITS) correspondent à des placements dans des titres du fonds ICBC (Europe) UCITS SICAV – China Opportunity RQFII. La Banque apporte du capital d'amorçage pour permettre au fonds d'avoir un capital de base minimum lors de son lancement. Au bout d'un certain temps, les entrées dans le fonds sont suffisantes pour que celui-ci puisse restituer le capital à la Banque.

Au 31 décembre 2024, la valeur de marché des autres titres à rendement variable détenus par la Banque s'élevait à 873 185 euros (2023 : 873 185 euros). Au 31 décembre 2024, le coût des actions lors de leur acquisition s'élevait à 755 500 euros (2023 : 755 500 euros), entraînant un profit latent de 117 685 euros (2023 : profit latent de 117 685 euros).

Note 5 – Variations des immobilisations corporelles

(en euros)	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions	Cessions / Échéance	Effet de réévaluation (1)	Valeur brute à la clôture
Titres d'emprunt (portefeuille d'investissement)	196 410 792	-	-96 951 459	1 004 089	100 463 422
Immobilisations incorporelles (4)	730 906	43 196	-	-	774 102
Immobilisations corporelles :	37 790 846	597 088	-393 010	-	37 994 924
- terrains et immeubles (5)	25 928 648	447 832	-	-	26 376 480
- équipement technique et machines	4 657 905	-	-393 010	-	4 264 895

- autres mobiliers et agencements, outils et équipements	7 204 293	149 256	-	-	7 353 549
----------------------------------------------------------	-----------	---------	---	---	-----------

(en euros)	Amortissements cumulés à l'ouverture	Ajustements / Acquisitions (2)	Cessions / Échéance (3)	Effet de réévaluation (1)	Amortissements cumulés à la clôture (1)(2)	Valeur nette comptable à la clôture
Titres d'emprunt (portefeuille d'investissement)	-397 867	-17 142	397 867	-41 423	-58 565	100 404 856
Immobilisations incorporelles (4)	-696 608	-27 991	-3 249	-28	-727 876	46 226
Immobilisations corporelles :	-12 576 415	-595 696	515 604	-15 527	-12 672 034	25 322 890
- terrains et immeubles (5)	-2 164 219	-229 958	53 018	-15 527	-2 356 686	24 019 794
- équipement technique et machines	-4 308 283	-146 964	492 660	-	-3 962 587	302 307
- autres mobiliers et agencements, outils et équipements	-6 103 913	-218 774	-30 074	-	-6 352 761	1 000 789

(1) Y compris l'impact de change.

(2) Y compris l'impact de la provision forfaitaire.

(3) Représentant l'amortissement cumulé des immobilisations cédées/échues.

(4) Représentant les logiciels informatiques.

(5) En décembre 2012, la Banque a acquis un immeuble à Madrid et engagé des dépenses d'investissements sur ce bien en 2014.

Note 6 – Transactions avec des parties liées

Au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date, la Banque n'a conclu aucune transaction importante avec des parties liées (telles que définies par IAS 24 « Information relative aux parties liées ») à des conditions qui ne seraient pas équivalentes à celles qui prévalent dans des transactions effectuées selon le principe de pleine concurrence.

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les transactions suivantes avec des parties liées étaient inscrites à l'actif du bilan :

	31.12.2024 Euros	31.12.2023 Euros
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 637 866 740	646 937 585
Titres d'emprunt et autres titres à revenu fixe	101 137 857	98 520 958
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	11 209 802	4 953 963
	1 750 214 399	750 412 506

Parmi les « Prêts et avances aux établissements de crédit », 150 000 000 euros sont donnés en garantie à la Succursale (2023 : 0 euro).

Les transactions suivantes avec des parties liées étaient inscrites au passif du bilan :

	31.12.2024 Euros	31.12.2023 Euros
Dettes envers les établissements de crédit	2 084 590 285	1 570 160 927
Charges à payer et produits constatés d'avance	10 386 765	11 885 531

Passifs subordonnés	200 000 000	200 000 000
	2 294 977 050	1 782 046 458

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les transactions suivantes avec des parties liées étaient hors bilan :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Passifs éventuels	10 744 402	11 278 741
	10 744 402	11 278 741

Des transactions avec des parties liées réalisées en 2024 figurent également dans le compte de résultat, sous les postes suivants :

- « Intérêts à recevoir et assimilés » pour 26,6 millions d'euros (2023 : 12,9 millions d'euros)
- « Intérêts à payer et assimilés » pour 58,3 millions d'euros (2023 : 80,5 millions d'euros)
- « Commissions à recevoir » pour 21,8 millions d'euros (2023 : 19,5 millions d'euros)
- « Commissions à payer » pour 7,3 millions d'euros (2023 : 7,4 millions d'euros)
- « Autres produits opérationnels » pour 20,7 millions d'euros (2023 : 11,4 millions d'euros)
- « Autres charges opérationnelles » pour 1,7 million d'euros (2023 : 1,4 million d'euros)

Note 7 – Autres actifs et passifs

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Autres actifs » étaient les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Remboursement d'impôts (TVA)	111 962	163 272
Comptes de régularisation/compensation	1 231 465	1 091 080
Autres créances	3 785 242	3 311 288
	5 128 669	4 565 639

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Autres passifs » étaient les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Créanciers privilégiés	2 157 496	4 752 804
Comptes de régularisation	856 879	598 170
Montants en attente	1 741 000	1 714 898
Autres/comptes de compensation	24 317	239 364
	4 779 692	7 305 236

Les montants en attente, qui s'élèvent à 1 741 000 euros (2023 : 1 714 898 euros) représentent des versements de clients en attente.

La position des créanciers privilégiés s'élève à 2 157 496 euros (2023 : 4 752 804 euros) et reflète principalement les passifs fiscaux et les charges sociales.

Note 8 – Charges constatées d'avance et produits à recevoir/Charges à payer et produits constatés d'avance

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » étaient les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Intérêts courus à recevoir et assimilés	29 599 630	21 638 770
Impôts payés d'avance	9 137 770	9 240 118

Commissions à recevoir	3 196 714	3 561 108
Neutralisation des swaps de trésorerie	746 577	3 452 374
Autres charges payées d'avance	243 834	229 741
	42 924 525	38 122 111

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Charges à payer et produits constatés d'avance » étaient les suivants :

	31.12.2024	31.12.2023
	Euros	Euros
Intérêts courus à payer et assimilés	39 542 111	26 893 633
Autres produits constatés d'avance et commissions	21 579 249	17 709 757
Montant cumulé des amortissements des surcotes/décotes sur valeurs mobilières	12 278 878	16 329 233
Décote de swaps de trésorerie répartie <i>pro rata temporis</i>	34 157	2 655 856
Swap de taux d'intérêt de couverture	1 018 938	-
Commissions à payer	873 706	1 029 708
	75 327 039	64 618 187

Note 9 – Actifs et passifs libellés en devises

Au 31 décembre 2024, le montant total des actifs et passifs de la Banque libellés en devises, converti en euros, représente respectivement la contre-valeur de 1 543 044 145 euros et 2 064 562 349 euros (2023 : actifs de 1 105 910 545 euros et passifs de 1 279 351 430 euros).

Note 10 – Capital souscrit

Au 31 décembre 2024, le capital entièrement libéré de la Banque s'élevait à 437 432 880 euros (2023 : 437 432 880 euros), et était divisé en 36 452 740 actions nominatives (2023 : 36 452 740 actions nominatives) d'une valeur nominale de 12,00 euros chacune.

Note 11 – Variations des réserves, résultat non distribué et résultat de l'exercice

Les variations des réserves, le résultat non distribué et le résultat de l'exercice sont résumés ci-après :

	Réserve légale Euros	Résultat non distribué Euros	Résultat de l'exercice Euros
Solde à l'ouverture	7 884 416	-36 211 332	25 695 140
Affectation du résultat de 2023 (1)	1 284 756	24 410 385	-25 695 140
Résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024	-	-	21 808 225
Total	9 169 172	-11 800 947	21 808 225

(1) L'Assemblée générale des actionnaires du 31 mai 2024 a approuvé l'affectation du résultat de 2023.

Réserve légale

Conformément à la législation luxembourgeoise, la Banque doit transférer au moins 5 % de son résultat annuel à la réserve légale à concurrence de 10 % du capital souscrit. La réserve légale n'est pas distribuable.

Autres réserves

La législation fiscale luxembourgeoise prévoit un dégrèvement de l'impôt sur l'actif net des sociétés à condition qu'une réserve spécifique soit constituée et représente cinq fois le passif fiscal lié audit impôt pour l'exercice. Cette réserve, qui ne peut être distribuée pendant une période de cinq ans, est établie à travers une affectation du résultat non distribué.

Note 12 – Provisions

Provisions pour impôts

La Banque est soumise à l'impôt au Luxembourg et dans les pays où ses succursales exercent leurs activités. Elle est redevable de l'impôt sur le revenu et sur l'actif net. Les dettes fiscales sont comptabilisées au bilan sous le poste « Provisions pour impôts ». Au 31 décembre 2024, les provisions pour impôts s'élevaient à 9 768 765 euros (2023 : 7 981 682 euros). Les acomptes d'impôt sont comptabilisés au bilan sous le poste « Charges constatées d'avance et produits à recevoir » pour un montant de 9 137 770 euros (2023 : 9 240 118 euros) (voir Note 8).

Depuis 2012, la Banque et la Succursale constituent un groupe d'intégration fiscale. La Succursale chapeaute le groupe d'intégration fiscale et est soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités et à l'impôt commercial communal au titre des résultats du siège de la Banque.

Des lois relatives au Pilier II ont été promulguées ou quasi promulguées dans certaines juridictions où la Banque exerce ses activités. Ces lois entreront en vigueur pour l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2024. La Banque est concernée par ces lois et a donc procédé à une évaluation de son exposition aux impôts sur le revenu découlant de Pilier II. Sur la base de cette évaluation, les taux d'imposition découlant de Pilier II effectifs dans la plupart des juridictions dans lesquelles la Banque opère sont supérieurs à 15 %. Elle n'est donc pas exposée de manière significative à ces impôts dans ces juridictions.

Le siège de la Banque au Luxembourg est assujéti à la réglementation fiscale générale applicable aux établissements de crédit situé au Luxembourg. Ses succursales sont soumises aux réglementations fiscales générales des juridictions dans lesquelles elles opèrent. Au 31 décembre 2024, les succursales de Milan et de Paris enregistrent des pertes fiscales reportées pouvant être compensées par d'éventuels bénéfices imposables futurs générés par ces succursales. Conformément à la politique comptable de la Banque, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé dans ses états financiers.

Autres provisions

Au 31 décembre 2024, les « Autres provisions » comprenaient la provision pour traitements, salaires et charges sociales d'un montant de 21 683 539 euros (2023 : 16 916 028 euros), les provisions pour litiges en attente d'un montant de 0 euro (2023 : 2 344 euros) et d'autres provisions concernant principalement des opérations hors bilan pour un montant de 687 179 euros (2023 : 593 759 euros).

Note 13 – Programme de garantie des dépôts

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), portant transposition en droit luxembourgeois de la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et de la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été votée le 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs mis en place par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) a été remplacé par un nouveau système fondé sur des contributions. Ce dernier couvre les dépôts éligibles de chaque déposant à concurrence de 100 000 euros et les investissements à concurrence de 20 000 euros. La Loi prévoit

également que les dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou tout autre objectif précis soient couverts pour un montant supérieur à 100 000 euros pendant 12 mois.

Le montant financé du Fonds de résolution Luxembourg (FRL) devrait atteindre au moins 1 % des dépôts garantis, au sens de l'article 1, point 36 de la Loi, de l'ensemble des établissements de crédit agréés dans les États membres participants d'ici fin 2024. Ce montant est versé par les établissements de crédit par le biais de contributions annuelles entre 2015 et 2024.

Le niveau cible de financement du Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg (FGDL) est fixé, au sens de l'article 163, point 8 de la Loi, à 0,8 % des dépôts garantis des établissements de crédit concernés, et doit être atteint d'ici fin 2018 via le versement de contributions annuelles. Les contributions prendront la forme de versements annuels entre 2016 et 2018. Lorsque le niveau de 0,8 % sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de verser des contributions pendant encore huit ans afin de constituer un coussin de sécurité supplémentaire à hauteur de 0,8 % des dépôts garantis au sens de l'article 163, point 8 de la Loi.

La loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 prévoit une reprise de la provision AGDL sans redevance fiscale par tranches annuelles entre 2016 et 2026, à condition que le montant extourné au titre de chaque exercice soit au moins égal aux montants des contributions au FGDL et au FRL effectuées à charge du même exercice. Le solde de la provision AGDL non encore repris au terme de la période transitoire sera extourné et rattaché au résultat imposable de l'exercice 2026.

Le 18 janvier 2017, la CSSF a publié une circulaire relative à l'abrogation de la provision AGDL et au traitement comptable qui en résulte afin de permettre aux banques de réaliser un suivi comptable du traitement fiscal prévu par la loi du 23 décembre 2016. En conséquence, la Banque a repris la provision FGDL en 2017.

Au 31 décembre 2024, la contribution en numéraire réalisée au cours de l'exercice au titre de la provision FGDL a été comptabilisée dans les « Autres charges opérationnelles » pour un montant de 8 287 euros (2023 : 19 855 euros).

Par ailleurs, la contribution au FRL d'un montant de 0 euro au titre de l'exercice 2024 a été versée par la Banque et comptabilisée dans le poste « Autres charges opérationnelles » (2023 : 3 534 342 euros).

Note 14 – Intérêts à recevoir et à payer

Intérêts à recevoir et assimilés

	2024	2023
Dont :	Euros	Euros
Prêts et avances	182 920 187	172 628 669
Bons du Trésor et titres d'emprunt (amortissement des décotes)	22 959 228	27 231 393
Impact des taux d'intérêt négatifs sur positions au passif	-	27 187
Trésorerie auprès de banques centrales	27 441 632	15 708 761
	233 321 047	215 596 010

Intérêts à payer et assimilés

	2024	2023
Dont :	Euros	Euros
Dettes envers les établissements de crédit	85 156 795	101 054 459

Bons du Trésor et titres d'emprunt (amortissement des surcotes)	4 302 551	5 958 273
Dettes envers la clientèle	122 038 860	76 716 063
Impact des taux d'intérêt négatifs sur positions à l'actif	13 490	21 254
Autres	469 452	537 322
Certificats de dépôt	482 996	-
	212 464 144	184 287 371

Note 15 – Commissions à recevoir et à payer

Les commissions à recevoir sont principalement liées aux commissions d'arrangement et d'engagement.

Les commissions à payer correspondent principalement aux frais de participation aux risques versés par la Banque à la Succursale afin de réduire l'exposition au risque, ainsi qu'aux autres charges de la Banque.

Note 16 – Résultat financier net

Aux 31 décembre 2024 et 2023, le « Résultat financier net » était le suivant :

	2024	2023
	Euros	Euros
Résultat financier net		
- obligations	-	-5 402 748
- effet de change	607 254	-1 223 026
- instruments financiers dérivés	2 498 652	-9 078 544
- actions et autres titres à rendement variable	-5 429 457	2 475 566
Total	-2 323 551	-13 228 752

Le résultat financier net comprend principalement des pertes latentes et réalisées et des profits réalisés sur des instruments financiers.

Note 17 – Répartition des produits par secteur géographique

Les produits de la Banque proviennent du Luxembourg (20 %), des États membres de l'Union européenne hors Luxembourg (49 %) et d'États hors Union européenne (31 % – République populaire de Chine (1 %), région administrative spéciale de Hong Kong (1 %) et autres (29 %)).

Note 18 – Autres produits et charges opérationnels

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Autres produits opérationnels » étaient les suivants :

	2024	2023
	Euros	Euros
Services partagés	20 708 527	11 436 737
Autres	809 625	1 843 681
Remboursement de la TVA	198 563	1 380 529
Total	21 716 715	14 660 947

Au 31 décembre 2024, les « Autres produits opérationnels » correspondaient principalement aux produits tirés des charges pour services partagés entre la Banque et la Succursale (voir Note 20) pour un montant de 20 708 527 euros (2023 : 11 436 737 euros).

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les « Autres charges opérationnelles » étaient les suivantes :

	2024	2023
	Euros	Euros

Contributions aux FGDL/FRL	8 287	3 554 198
Services partagés	1 673 250	1 416 387
Autres	95 845	366 766
Total	1 777 382	5 337 351

Le solde des « Services partagés » comprend les charges pour services partagés entre la Banque et la Succursale pour un montant de 1 673 250 euros (2023 : 1 416 387 euros).

Note 19 – Personnel

Effectifs

Durant l'exercice, les effectifs moyens de la Banque ont été :

	2024	2023
Direction générale	4	5
Cadres	30	31
Salariés	312	317
Total	346	353

En vertu d'un contrat sur la gamme de services (*service line agreement*) en date du 29 décembre 2015 conclu entre la Banque et la Succursale, cette dernière verse des commissions de gestion à la Banque en contrepartie des services rendus par les salariés de la Banque.

Instances administratives et dirigeantes

Aux 31 décembre 2024 et 2023, il n'existait pas d'engagement de retraite au profit des administrateurs, de la direction générale, des cadres ou des salariés précédents ou actuels.

Aucun prêt ni aucune avance n'ont été consentis aux administrateurs, à la direction générale ou aux cadres de la Banque (2023 : idem).

La rémunération fixe, y compris toutes les indemnités (logement, expatriation, etc.), de la direction générale pour l'exercice 2024 s'élevait à 1 066 533 euros (2023 : 1 126 369 euros). En 2024, les administrateurs ont perçu une rémunération de 202 813 euros (2023 : 336 717 euros).

Note 20 – Services de gestion et de représentation

En vertu d'un contrat de niveau de services (*service level agreement*) conclu entre la Banque et la Succursale, la Banque est autorisée à exercer des activités pour le compte de la Succursale. Ce contrat est entré en vigueur le 29 décembre 2015. La Banque exécute et gère toutes les activités, y compris les ressources humaines, les activités opérationnelles, les procédures comptables et les technologies de l'information, pour la Succursale, dans les limites du contrat de niveau de services.

Note 21 – Honoraires d'audit

Les honoraires (hors TVA), facturés à la Banque par le réviseur d'entreprises agréé et d'autres firmes membres du réseau du réviseur d'entreprises agréé durant l'exercice, sont détaillés ci-après :

	2024	2023
	Euros	Euros
Honoraires d'audit	376 801	374 666
Honoraires liés à l'audit	16 642	5 130
Autres frais de service	29 627	14 510
	423 070	394 306

Note 22 – Passifs éventuels et engagements

Passifs éventuels

Au 31 décembre 2024, les passifs éventuels correspondaient à des garanties émises par la Banque, d'un montant de 323 058 582 euros (2023 : 310 866 533 euros).

Engagements

Au 31 décembre 2024, les engagements de la Banque étaient principalement constitués de facilités de crédit non tirées d'un montant de 1 676 390 668 euros (2023 : 1 316 570 151 euros).

Autres engagements

Les engagements locatifs annuels de la Banque s'analysent par échéance, comme suit :

	2024	2023
	Euros	Euros
Moins d'1 an	7 045 504	5 601 068
Entre 1 et 5 ans	15 366 432	13 784 732
Plus de 5 ans	1 372 789	2 541 128
	23 784 725	21 926 928

Note 23 – Événements postérieurs à la date de clôture

Aucun événement postérieur au 31 décembre 2024 et susceptible d'affecter de manière significative les états financiers annuels et les informations s'y rapportant pour l'exercice clos à cette date n'est survenu.